



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE ET DE L'ANTENNE DE LJUBLJANA

N° 15 – mai-juin 2023

En bref

Faute d'avoir réussi à réformer l'assurance chômage, le ministre Martin Kocher (sans étiquette), en charge du travail et de l'économie, souhaite que l'agence nationale pour l'emploi AMS porte une attention particulière au cumul de l'indemnisation du chômage et d'une activité rémunérée

réduite ne dépassant pas 500,91 EUR mensuels bruts, pratiquée par environ 10 % des demandeurs d'emploi. Il s'agit d'intensifier la lutte contre les abus - l'activité réduite étant exonérée de charges sociales hormis l'assurance accidents du travail due par l'employeur (1,1 % du brut). Par ailleurs, avec cette nouvelle responsabilité, l'AMS devrait être en mesure de détecter plus rapidement les employeurs abusant du dispositif, en évitant ainsi le paiement des cotisations patronales. L'initiative du Ministre a provoqué de vives réactions au sein de l'opposition, mais également du parti écologiste, son partenaire de coalition.

Zoom sur...

Le 30 juin, l'ensemble des mesures de lutte contre la Covid-19 a pu être levé en raison du recul significatif de la circulation du virus Sars-CoV-2, l'incidence sur 7 jours atteignant 6,9 le 29 juin et 4 patients bénéficiant encore de soins intensifs. Depuis le 1^{er} juillet, l'obligation de déclaration des nouveaux cas est abrogée ; les personnes contractant le virus ne sont plus astreintes aux restrictions de circulation. A ce jour, plus de 20 millions de doses de vaccin anti-covid-19 ont été injectées et 1,7 million de personnes ont pu bénéficier d'une dose de rappel (4^{ème} injection). S'il n'y a plus de mise à disposition gratuite de tests de dépistage (5 PCR + 5 AG par assuré et par mois), le gouvernement continuera à surveiller étroitement la situation sanitaire, notamment au travers de l'analyse des eaux usées ; il maintiendra la vaccination gratuite et, en cas de symptômes, l'assurance-maladie continuera de prendre en charge les frais de dépistage.

LE CHIFFRE À RETENIR

20,6 MRD EUR

Le déficit commercial de l'Autriche en 2022

N° 15 – mai-juin 2023

Autriche

Prévisions et indicateurs

Une croissance molle dans un contexte d'inflation persistante

Sans surprise, les instituts de conjoncture Wifo et IHS ont confirmé leurs prévisions de croissance pour 2023 (+0,3 à +0,5 %) et 2024 (+1,4 %), sans révision notable depuis les conférences trimestrielles de décembre 2022 et mars 2023. Alors que l'industrie pourrait être en récession cette année (-2,0 % en 2023), la croissance serait portée par les services (croissance de 1,2 %). Les économistes ne voient pas se profiler en Autriche le danger d'une récession, contrairement à son voisin allemand. Le sujet principal des économistes reste l'inflation persistante que connaît l'Autriche et surtout les projections (+7,5 % en 2023 ; +3,8 % voire +4,0 % en 2024) avec un retour vers une hausse de prix autour des 2 % visés par la BCE au plus tôt en 2028.

Dans un contexte associant la fin des aides Corona et la disparition progressive des mesures d'atténuation de l'inflation, le déficit public, au sens des critères de Maastricht, devrait se réduire à -2,6 % voire -2,2 % du PIB cette année puis à -1,6 % voire -1,2 % du PIB en 2024.

Malgré un contexte difficile, le marché du travail reste résilient : selon l'IHS, le taux de chômage ne devrait que peu se dégrader passant de 4,8 % (2022) à 5,2 % cette année puis se repliant à 5,0 % en 2024.

Grâce aux revalorisations salariales conséquentes accordées fin 2022 et début 2023 et à l'indexation partielle des tranches du barème de l'IR, mise en œuvre par le ministère des Finances depuis le 1^{er}

janvier, le revenu disponible des ménages peut progresser (selon le Wifo : +0,8 % en 2022 ; +0,1 % en 2023 et +2,6 % en 2024) et devrait de ce fait soutenir la consommation privée (+0,9 en 2023, +1,8 % en 2024).

Si, sur le danger d'une spirale prix-salaires, le directeur du Wifo a, à mots couverts, contredit le ministre des Finances Brunner, il reconnaît que l'inflation restera plus forte en Autriche que chez ses voisins européens. Le différentiel par rapport à son principal partenaire commercial (DE) se creuse et le danger d'une perte de compétitivité des entreprises autrichienne devient menaçant.

La compétitivité de l'Autriche se détériore

Selon le *World Competitiveness Yearbook 2023* réalisé par l'*International Institute for Management Development* (IMD), l'Autriche est le 24^{ème} pays sur 64 le plus compétitif au monde reculant de 4 places par rapport à l'année précédente. Le recul touche trois des quatre piliers : l'efficacité des pouvoirs publics : 36^{ème} (-2), l'efficacité des entreprises qui se détériore de huit rangs pour passer du 18^{ème} au 26^{ème} rang, et les infrastructures de l'Autriche. En 2022, celles-ci figuraient parmi les meilleures au monde (10^{ème}) ; en 2023, elles perdent 5 places pour atteindre le 15^{ème} rang. En revanche, la performance économique s'améliore de deux places pour atteindre le 22^{ème} rang.

Inflation

L'IPCH s'est replié en mai à +8,8 % ; les prix de l'alimentation restent en hausse significative

En raison du repli significatif des prix de l'énergie, l'inflation en Autriche s'est légèrement tassée en mai avec un IPCH affichant une hausse de 8,8 % (FR = 6,0 % ; DE = 6,3 % ; zone EUR = 6,1 %) en glissement annuel (en avril, +9,4 %). Si la baisse des prix de l'énergie a induit une quasi stabilité des prix

N° 15 – mai-juin 2023

des transports qui n'ont progressé que de 0,2 %, les prix de l'alimentation (et des boissons non alcoolisées), de la gastronomie et de l'hôtellerie sont restés très dynamiques. L'IPCH Alimentation (données Eurostat) a augmenté de 12,2 % (FR = 14,9 % ; DE = 15,0 % ; zone EUR = 13,7 %), en recul toutefois d'un point par rapport à avril 2023.

Politique économique et sociale

Emploi

A peine revendue, la chaîne d'ameublement Kika/Leiner déclarée en faillite : 1 900 emplois détruits

Cinq ans après s'être porté acquéreur du réseau d'ameublement Kika/Leiner, le groupe d'investissement immobilier Signa, créé et dirigé par l'investisseur immobilier tyrolien René Benko (qui a de nouveau placé en mars le réseau allemand Karstadt/Galeria Kaufhof en procédure de faillite), proche de l'ancien chancelier Sebastian Kurz, a vendu début juin la plupart des filiales Kika/Leiner (40 sites) en Autriche. Le groupe allemand Supernova, qui avait déjà en 2015 racheté 56 magasins (AT, SI, SK) de la chaîne autrichienne de bricolage *Baumaxx*, a racheté le foncier à *Signa Retail* alors que l'homme d'affaires Hermann Wieser, ancien cadre dirigeant du groupe *Kika/Leiner*, reprenait l'activité commerciale. Toutefois, face aux difficultés économiques du groupe, ce nouvel acquéreur a dû se résoudre à déposer le bilan quelques jours après : il a annoncé la fermeture proche de 23 filiales et le licenciement de 1 900 des 3 900 employés. Selon les agences de notation, le passif du groupe en faillite atteindrait 132 M EUR. Le nouveau plan d'assainissement prévoit une décote de 80 % des créances. Entretemps, la presse rapporte l'existence d'une plus-value de 300 M EUR enregistrée par le groupe Signa et réalisée entre 2018 (rachat de la chaîne au groupe

sud-africain *Steinhoff*) et la vente de début juin 2023. La vente de Kika/Leiner en 2018 à *Signa Retail* avait déjà provoqué le licenciement de 1 100 personnes. Actuellement, plus de 1 000 salariés ont été pré-déclarés à l'agence nationale pour l'emploi AMS (*Arbeitsmarktservice*), selon son directeur Johannes Kopf qui, avec les partenaires sociaux et le chef de l'agence gérant le fonds des faillites, avait été convoqué par le ministre du Travail Martin Kocher afin d'évaluer les actions à mener pour réintégrer les salariés licenciés dans l'emploi. Toutefois, face au manque de main d'œuvre, les nouveaux chômeurs devraient pouvoir retrouver rapidement un emploi ; le ministère de la Défense a également proposé de reprendre des logisticiens. Parallèlement aux licenciements se profile la question des aides consenties par l'Etat autrichien dans le cadre de la crise sanitaire à chacune des filiales du groupe *Kika/Leiner*, notamment les reports de charges fiscales consenties par les autorités fiscales. Le procureur financier de la République d'Autriche Wolfgang Peschorn salue la désignation d'un second administrateur judiciaire qui pourra éclaircir le déroulé de la faillite depuis le rachat en 2018 et la fusion de *Kika* et *Leiner*. Le passif de 132 M EUR comprendrait notamment 42 M EUR d'impôts et de cotisations dus auxquels s'ajoutent 5,5 M EUR d'aides versées par l'agence publique des aides corona, la COFAG.

Léger rebond du chômage à 5,1 % fin avril

Alors que les mois de janvier, février et mars avaient connu une contraction du nombre de demandeurs d'emploi en Autriche, depuis fin avril s'est amorcé un léger rebond. Selon Eurostat, le taux de chômage en Autriche s'établissait fin avril 2023 à 5,1 % (données cvs). Le chômage des moins de 25 ans atteignait 10,6 %, stable en glissement annuel. Après avoir cité le repli de la conjoncture mondiale et l'inflation, le directeur de l'agence nationale pour l'emploi AMS, M. Johannes Kopf, attribue le rebond du chômage à la prise en compte des réfugiés ukrainiens dans les statistiques (au 19 juin, l'Autriche accueillait 90 110 réfugiés ukrainiens dont 50 300 bénéficiaient des soins de santé primaires). Fin mai, l'AMS enregistrait plus de 117 000 postes vacants en Autriche et plus de 8 600 places d'apprentissage à pourvoir.

N° 15 – mai-juin 2023

Affaires sociales

Coût de la vie : enfin une aide ciblée pour les plus démunis

Dans le cadre de sa lutte contre les effets de la hausse générale des prix, le gouvernement a complété son ensemble de mesures annoncées en mai par une nouvelle aide ciblée à l'adresse des ménages les plus fragiles. Une aide mensuelle de 60 EUR par enfant est allouée jusqu'à fin 2024 à chaque famille percevant l'indemnisation du chômage, l'aide sociale ou équivalent. Les parents isolés dont les ressources mensuelles brutes sont inférieures à 2 000 EUR, percevront également l'aide mensuelle de 60 EUR par enfant jusqu'à fin 2024. Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale (pour une personne seule, son montant maximal mensuel fixé par l'Etat fédéral est de 1 054 EUR, pour un couple de 1 475 EUR, versés 12 fois par an ; les Länder peuvent au titre de la politique sociale verser un complément) pourront également bénéficier de l'aide de 60 EUR mensuels jusqu'à fin 2023. Enfin, pour faciliter la rentrée scolaire 2023, le gouvernement mettra en place une enveloppe de 15 M EUR, destinée à financer l'allocation de rentrée scolaire qui sera portée de 120 à 150 EUR et versée deux fois par an.

Le ministre des Affaires sociales a annoncé en mai l'ouverture des discussions sur le second pilier de la réforme de la dépendance (*Pflegereform*)

La réforme de la dépendance est un paquet de mesures divisées en deux piliers visant à améliorer la prise en charge des personnes dépendantes, ainsi que les conditions de rémunération et la formation des aides-soignants (salariés, indépendants et proches aidants). Le premier pilier avait été présenté et adopté en mai 2022 et comprenait 20 mesures pour un budget de 1 Mrd EUR. Un an plus tard, le ministre des Affaires sociales, Johannes Rauch (les Verts), a lancé l'examen parlementaire du second pilier, qui comprend 18 mesures pour une enveloppe de 120 M EUR. Ce paquet vient compléter les mesures du 1^{er} pilier et vise à améliorer les conditions de travail, la formation professionnelle et l'accueil de

personnels étrangers, ainsi que les compensations versées aux proches aidants. L'optimisme du gouvernement, réjoui de mener une réforme par étapes, n'est pas partagé par les organismes sociaux *Caritas* et *Diakonie*, qui n'y voient pas un réel revirement de politique. Puisque la prise en charge de la dépendance est de la compétence des régions, la réforme devra également toucher au système de péréquation financière entre l'Etat fédéral et les collectivités territoriales, dimension de la réforme pour laquelle le ministre Rauch s'avère confiant.

Veille sectorielle

Secteur financier

En quinze ans, les ménages autrichiens ont réduit de plus de 40 Mrd EUR leurs crédits en devises

Selon l'autorité des marchés financiers (FMA, *Finanzmarktaufsicht*), le total des crédits en devises accordés aux ménages a diminué en 2022 de 1,6 Mrd EUR (-16 %) pour atteindre 8,6 Mrd EUR soit 4,7 % du total des crédits accordés aux ménages. Au plus fort de leur popularité en 2008, le total des crédits en devises aux ménages s'était élevé à 31,8 % du total des crédits aux ménages. De 2008 à 2022, on observe un recul de 40,4 Mrd EUR soit une baisse de 85 %. Fin 2022, 97,9 % de l'exposition au risque de change était libellée en CHF, le reste étant presque entièrement libellée en JPY. Souscrits afin de bénéficier de taux d'intérêt plus bas, ces emprunts se sont révélés désastreux en raison de l'appréciation du CHF (67,9 % depuis le début de l'année 2008).

La part des investisseurs internationaux à la bourse de Vienne de plus en plus importante

Selon l'étude de *S&P Global Market Intelligence* publiée tous les deux ans à la demande de la bourse de Vienne, la part des investisseurs institutionnels internationaux dans le total des investisseurs institutionnels à la bourse de Vienne s'élève à 90,9 % en 2022 comparée à 83,4 % en 2020 et à 76,5 % en 2018, les investisseurs américains arrivant en tête

N° 15 – mai-juin 2023

avec 32,7 contre 28,4 % il y a deux ans et contre 24,5 % il y a quatre ans. Les investisseurs institutionnels autrichiens reculent de 23,5 % en 2018 à 16,6 % à 2020 pour se limiter à 9,1 % en 2022. La part des actionnaires britanniques a augmenté de 15,7 % en 2020 à 19,8 %, suivis par les français avec 8,4 % (2020 : 6,6 %, 2018 : 6,4 %) qui dépassent les allemands (6,3 % après 7,3 % et 6,1 %). Les investisseurs les plus importants sont désormais les investisseurs américains *The Vanguard Group* et *Black Rock* suivis par *Erste Asset Management* et le fonds de l'Etat norvégien *Norges Bank Investment Management* qui en 2020 a occupé la première place. Pour la France, *Amundi Asset Management* avance d'une place pour devenir le 5^{ème} investisseur à la bourse de Vienne.



Industrie

Projet européen Microélectronique : six entreprises autrichiennes y participent

La Commission européenne a rendu le 8 juin 2023 sa décision sur le Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) portant sur la microélectronique et la connectivité pour des investissements à hauteur de 22 Mrd EUR au total. Pour l'Autriche, elle a autorisé les projets de six entreprises parmi les 68 portés par des entreprises de quatorze Etats membres, dont la France avec douze entreprises. En 2021, l'Autriche avait participé avec 146,5 M EUR au PIIEC Microélectronique I, porté par les sociétés autrichiennes AT&S, spécialisée dans les substrats

IC (éléments de connexion entre la carte de circuit imprimé et la puce), la filiale autrichienne du groupe allemand *Infiniteon* et la filiale du groupe néerlandais *NXP*. Pour le PIIEC Microélectronique II, l'Autriche prévoit des subventions à hauteur de 175 M EUR dont 125 M EUR issus du fonds européen pour la relance. Y participent les trois entreprises déjà engagées dans le PIIEC ME I plus les trois sociétés suivantes : *AVL*, présente dans la sous-traitance automobile, *EEMCO*, spécialisée dans la production de monocristaux de carbure de silicium, ainsi que *Silicon Austria Labs* (SAL) en tant que partenaire associé.

Energie et environnement

En 2022, 166 000 projets d'installations photovoltaïques (PV) et 190 MW d'énergie éolienne ont profité des subventions de l'Etat

En 2022, selon l'ÖMAG (l'Agence de compensation et de règlement pour l'énergie verte, fondée en 2006), 166 000 projets d'installations PV (d'une production moyenne de 4,23 GWh) ont été soutenus, dont 55 000 d'une puissance maximale d'au moins 10 kW crête (2,23 GWh). De plus, 190 MW d'énergie éolienne ont été subventionnés, au regard d'un objectif initial de 200 MW. 2023 représentera, selon le ministère du Climat, un « turbo pour les énergies renouvelables » : du côté du PV, 100 000 installations ont été subventionnées par l'Etat fédéral en mars-avril, tandis que le parc éolien devra accroître sa capacité annuelle d'au moins 390 MW.

Le mécanisme à l'œuvre est prévu par la loi pour le renforcement des énergies renouvelables (EAG), qui a acté en juillet 2021 la trajectoire de l'Autriche vers une production d'électricité 100 % verte d'ici 2030. Sur les 27 000 GWh annuels supplémentaires à produire d'ici là, le PV devra participer à hauteur de 11 000 GWh, contre 10 000 GWh pour l'éolien. 2 outils sont mis à la disposition des ménages et des entreprises pour inciter à l'expansion de ces installations énergétiques : une subvention à l'investissement et une prime de marché couvrant

N° 15 – mai-juin 2023

l'écart entre le prix de production, tel que prévu au contrat, et le prix de marché.

Le Parlement a finalement adopté la loi sur l'efficacité énergétique et l'Autriche a échappé aux sanctions européennes

La loi sur l'efficacité énergétique (EEfG) est la transposition en Autriche de la directive UE 2018/2002 qui établissait des objectifs d'économie d'énergie ainsi qu'un cadre commun de subventionnement des mesures qui y sont liées. Tardant à la mettre en place (depuis le 25 octobre 2020), la Commission européenne avait menacé l'Autriche d'une amende de 7 M EUR en avril 2023. Le projet de loi autrichien nécessitait notamment la majorité des 2/3 au Parlement car il déclinait des objectifs d'économie d'énergie (baisse de consommation) à l'échelle des régions. Dans le contexte de crise énergétique et de retenue du gouvernement pour alléger la pression sur les ménages vulnérables, le parti social-démocrate (SPÖ) s'était résolu à n'approuver aucune loi portant sur la transition énergétique ou le climat tant que des mesures de soutien n'auraient été mises en place. Afin de contourner cette impasse, le gouvernement de coalition (Conservateur-Verts) a décidé de supprimer les objectifs régionaux, ce qui a permis de faire passer la loi à la majorité simple. En substance, la loi engage entre janvier 2021 et décembre 2030 une économie d'énergie (baisse de consommation) cumulée de 650 pétajoules, au moyen d'une enveloppe annuelle de 190 M EUR.

✦ Transports

Les dédommagements des passagers versés en 2022 atteignent plus de 1,6 M EUR

L'agence pour le droit des passagers (*Agentur für Fahrgastrechte*) a, en 2022, enregistré 3 581 dépôts de plainte dont 2 673 pour le trafic aérien, 888 pour le trafic ferroviaire et 20 pour le transport par bus. Les dédommagements des passagers ont atteint plus de 1,6 M EUR dont 1,5 M EUR pour les passagers du trafic aérien, 114 600 EUR pour le trafic ferroviaire et 3 300 pour le transport par bus. De plus, en juin 2023,

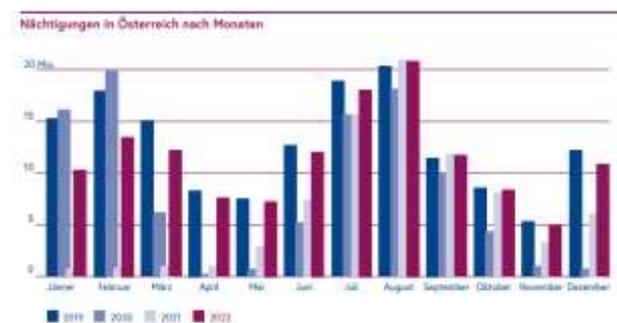
l'agence a informé que l'opérateur ferroviaire historique ÖBB n'a pas atteint en 2022 le taux de ponctualité légal de 95 % (94,8 %). Les détenteurs d'une carte annuelle d'une communauté tarifaire (*Verkehrsverbund*) ou d'un « ticket climat » ont par conséquent droit à une indemnisation. Selon les explications de l'Agence, les passagers reçoivent une fois par an, à la fin de la période de validité de leur carte annuelle, une indemnisation si le taux de ponctualité de 95 % n'est pas atteint pendant au moins un mois.

✦ Tourisme

La demande touristique s'est nettement améliorée en 2022

Avec 136,9 millions de nuitées en 2022, la demande touristique a enfin retrouvé son dynamisme (+72,1 % en glissement annuel) et s'est fortement rapprochée du niveau précédant la crise sanitaire (152,7 millions de nuitées).

Graphique 1 : nombre de nuitées par mois (comparaisons 2019, 2020, 2021 et 2022)



Les Autrichiens ont représenté 28,4 % des nuitées, tandis que l'Allemagne, avec une part de 39 %, fournit la plus importante clientèle, devant les Pays-Bas (7,3 %). Selon le Wifo, le secteur touristique aurait contribué directement et indirectement au PIB à hauteur de 6,2 % (susitant une création de richesse de 27,9 Mrd EUR en 2022 contre 14,6 Mrd EUR en 2021 et 30,3 Mrd EUR en 2019). Le secteur employait en 2022 plus de 217 000 salariés, nombre en hausse

N° 15 – mai-juin 2023

de 16,5 % sur un an. Toutefois, l'IHS rappelle le caractère saisonnier du secteur qui conduit 140 000 salariés à quitter leur emploi chaque année. Les résultats du secteur ont été davantage portés en 2022 par le tourisme estival (mai - octobre, -1,4 % de nuitées par rapport à 2019) que par le tourisme d'hiver (-29,1 % des nuitées par rapport à novembre 2019-avril 2020, les nuitées étrangères ayant chuté de 32,7 %). Selon le BMAW, cette tendance serait expliquée par une inflation poussant les vacanciers à déplacer leurs dépenses touristiques de l'hiver vers l'été. S'agissant du tourisme d'affaires, Vienne a concentré à elle seule 70 % des congrès tenus en Autriche (162 à Vienne), ce qui place la ville au 11^{ème} rang mondial des villes d'accueil, notamment devant Paris (134 congrès tenus).

Agriculture

Grands prédateurs : plainte par une ONG contre un éleveur ovin ; l'Autriche engagée pour la levée du statut d'espèce protégée accordé au loup

Alors que le nombre de brebis ou de génisses égorgées et la fréquence des incidents ne cessent d'augmenter et que le Tyrol vient d'autoriser le tir d'un 4^{ème} loup pendant 8 semaines (les régions procèdent désormais par ordonnance législative, cet instrument s'avérant plus robuste face aux moyens juridiques opposés par les ONG), l'association écologiste à but non lucratif « *Verein gegen Tierfabriken* » (Association contre l'industrie animale) a déposé une plainte contre un éleveur qui maintenait son troupeau de moutons sans protection sur une estive de Carinthie, au motif qu'il enfreindrait de ce fait la loi sur la protection animale, négligerait son devoir de surveillance du bien-être animal et maltraiterait ainsi son cheptel. Lors d'un entretien télévisé, le ministre Norbert Totschnig a évoqué l'action que l'Autriche mène, aux côtés d'autres Etats membres également touchés, pour une levée du statut protecteur du loup. Il a également rappelé que les animaux hybrides, issus de croisements entre loup et chien, sont à traiter comme des loups en cas de responsabilité avérée envers des élevages ovins ou bovins. Sur le plan politique, si les parlementaires écologistes

conviennent qu'un loup errant dans une zone habitée doit être prélevé, ils s'expriment pour plus de moyens financiers alloués aux différents dispositifs de protection des élevages.

Pour une meilleure reconnaissance des vins autrichiens

Afin de mieux protéger la production viticole locale et par souci de conformité avec le droit européen, les parlementaires autrichiens ont adopté un amendement permettant d'harmoniser le règlement autrichien relatif aux vins DAC (*Districtus Austriae Controllatus*) avec les dispositions de l'UE sur la protection des indications géographiques et ainsi de les sécuriser sur le plan juridique. Par ailleurs, l'information du consommateur sur l'origine du vin devra être améliorée. De plus, le nouveau dispositif entend apporter une simplification administrative et une amélioration de la base de données pour la déclaration de récolte et de stock sous forme électronique.

Relations bilatérales

Le producteur d'épices Wiberg racheté par le fonds français PAI Partners

Le spécialiste américain des arômes *International Flavors and Fragrances* (IFF) a finalisé la vente de son activité *Savory Solutions* au fonds d'investissement français *PAI Partners* (anciennement *Paribas Affaires Industrielles*) pour le montant de 900 M USD. La transaction porte sur plusieurs unités commerciales – en Autriche, en Allemagne, en Italie, en Irlande, en Pologne, au Canada, au Mexique et en Thaïlande – avec environ 1 800 collaborateurs. En Autriche, c'est le producteur d'épices Wiberg à Salzbourg avec 250 employés qui est concerné par cette transaction. PAI envisage de regrouper à Salzbourg ses activités mondiales dans les épices sous le nom de NovaTaste.

Slovénie

Zoom sur...

Selon l'Institut de développement et d'analyse macroéconomiques (IMAD), le PIB de la Slovénie a augmenté de 0,7 % au premier trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, grâce notamment à une balance commerciale plus favorable : les exportations ont augmenté de 1,9 % et les importations ont diminué de 3,8 %.

Prévisions et indicateurs

La Commission européenne a revu à la hausse sa prévision de croissance de la Slovénie, de 1 % à 1,2 % pour cette année et de 2 % à 2,2 % pour 2024. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a fait de même, sa prévision de croissance pour cette année passant de 1 à 1,5 %. En revanche, elle a maintenu sa prévision pour 2024 à 2,3 %. Début juin, l'OCDE prévoyait de son côté que la croissance de la Slovénie allait ralentir à 1,5 % cette année, avant d'augmenter à 2,6 % en 2024.

Cependant, la Commission européenne a relevé sa prévision d'inflation, de 6,1 à 7,0 % cette année et de 3,5 à 3,8 % en 2024.

LE CHIFFRE À RETENIR

8,4 %

Le taux d'inflation en mai selon l'office des statistiques, au plus bas depuis mai 2022.

Politique économique et sociale

La banque centrale slovène a annoncé assouplir en juillet la mesure macroprudentielle qui restreint l'octroi de crédits aux consommateurs, la nouvelle limite inférieure de solvabilité devant être basée sur les dépenses essentielles de la vie et d'autres facteurs supplémentaires.

Emploi

Selon l'Agence pour l'emploi, les employeurs slovènes prévoient une augmentation de l'emploi de 2,7 % au cours des six prochains mois, soit 36 600 postes à pourvoir.

N° 15 – mai-juin 2023

Social

Le 23 mai, le Premier ministre Robert Golob a annoncé un ensemble de mesures d'un montant de 100 M EUR visant à soutenir les retraités, comprenant une pension minimale garantie de 700 EUR et une prime de Noël.

Finances publiques

Déficit public

La Commission européenne recommande à la Slovénie et aux autres Etats-membres de mettre fin aux mesures de soutien visant à réduire les prix à la consommation de l'énergie d'ici la fin de l'année. Les économies réalisées devraient être utilisées pour réduire les déficits publics. La Slovénie est l'un des 14 Etats membres qui ne remplissent pas au moins l'un des critères de Maastricht : le déficit public de la Slovénie s'élèverait à 4,1 % du PIB cette année.

Budget national

En mai 2023, l'Assemblée nationale a adopté un budget révisé pour 2023, nécessaire après la réforme et la création de plusieurs ministères en janvier. Bien que le déficit budgétaire prévu soit ramené de 3,3 à 2,9 Mrd EUR, soit 4,5 % du PIB, il est toujours considéré comme trop élevé par l'opposition.

PNRR

La Commission européenne a averti que le risque de retards dans la mise en œuvre du plan national de relance et de résilience de la Slovénie s'accroît. La Slovénie a été invitée à renforcer ses structures de gouvernance et à veiller à ce que les décisions relatives aux réformes annoncées soient adoptées

sans délai. Le plan prévoit environ 1,5 Mrd EUR de subventions et 705 M EUR de prêts pour la Slovénie. Seuls 200 M EUR ont été versés pour le moment à la Slovénie.

Veille sectorielle

Secteur financier

Les banques réalisent des bénéfices record. En effet, lorsque la BCE a commencé à relever les taux d'intérêt, les banques ont rapidement augmenté les taux débiteurs mais les taux des dépôts augmentent remarquablement lentement. En février (les dernières données disponibles de la Banka Slovenije), la différence entre le taux d'intérêt sur les prêts immobiliers et celui des dépôts à long terme a dépassé trois points de pourcentage. Les taux d'intérêt des prêts au logement ont augmenté pour atteindre 4,6 % en 2022, contre 1,5 % pour les taux d'intérêt sur les dépôts. La plus grande banque slovène NLB a ainsi plus que doublé son bénéfice net au premier trimestre.

En mai 2023, l'Agence de protection de la concurrence a infligé une amende de 3 M EUR à Generali Investments en raison de l'omission par Generali d'une déclaration au titre du contrôle des concentrations lors de la reprise du détaillant de compléments sportifs Proteini.si.

En mai 2023, le fonds américain Apollo, ancien propriétaire de la banque NKMB, a entamé la procédure de vente de Summit, le plus grand groupe de leasing de Slovénie.

La société britannique Entain serait intéressée par le rachat de la Loterija Sportive, qui détient le monopole national des paris sportifs. Les Britanniques n'étant légalement autorisés à acquérir qu'un cinquième de la Loterie, ils travaillent avec des partenaires tchèques. Ils sont prêts à payer entre 50 et 60 M EUR,

N° 15 – mai-juin 2023

que se partageraient la Fédération slovène de football (NZS), la Fédération slovène de ski (SZS), le Comité olympique de Slovénie (OKS), *Loterija Slovenija*, Pošta Slovenije et la société Mont.

🌐 Transports

Transport ferroviaire

Le ministère de l'environnement a annoncé qu'un nouveau titre de transport public permettra aux usagers d'utiliser tous les transports publics en Slovénie, à l'exception des transports urbains, à partir du 1^{er} juin 2023, pour 70 EUR/mois ou 560 EUR/an. Les transports publics urbains y seront intégrés d'ici la fin de l'année, selon l'évolution du budget de l'année à venir. Ce titre de transport permettra de voyager dans tout le pays en utilisant différents modes de transport et différents prestataires.

La deuxième voie ferroviaire reliant Divača et Koper doit être achevée d'ici la fin de 2025, selon le plan d'investissement révisé qui alloue 1,109 Mrd EUR au projet. De plus, le 14 juin 2023, les chemins de fer slovènes ont signé un contrat portant sur l'achat de 20 nouveaux trains de passagers Stadler. Ce contrat, d'une valeur d'environ 150 M EUR, devrait permettre d'améliorer la qualité des services dans le domaine du transport ferroviaire de passagers.

Transport routier

Le 26 mai 2023, le gouvernement a confirmé une augmentation de 6,8 % des péages autoroutiers pour tous les véhicules autres que les camions à compter du 15 juin 2023, la première augmentation des péages depuis dix ans.

Transport aérien

Le gouvernement étudie la possibilité d'établir une compagnie aérienne nationale pour améliorer la connectivité aérienne. Si la ministre des Infrastructures, A. Bratušek, et le ministre de l'Économie, M. Han, sont favorables à l'établissement de cette compagnie, les options d'un partenariat privé ou d'un partenariat public-privé restent envisagées.

Le ministre des Finances se veut prudent, soulignant que le budget avait ses limites et qu'il fallait choisir des priorités. La viabilité du projet doit tenir compte des premières années déficitaires. L'opinion publique reste également partagée.

🌐 Énergie et environnement

En mai 2023, la Commission européenne a autorisé la compagnie pétrolière hongroise MOL à acquérir OMV Slovenija, le deuxième réseau de stations-service du pays.

Si, entre août et octobre 2022, la Slovénie a dépassé l'objectif de réduction de la consommation de gaz avec une baisse de plus de 16 %, grâce à un début d'automne chaud, elle a ensuite économisé 13,8 % de gaz par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, manquant ainsi l'objectif de réduction de 15 % de la consommation de gaz. Elle reste en deçà des résultats de la plupart des EM de l'UE en matière de réduction de consommation.

Le gouvernement a annoncé qu'il ne prolongerait pas le taux réduit de TVA sur les produits énergétiques utilisés pour le chauffage, une des mesures destinées à aider les consommateurs à faire face aux prix élevés de l'énergie pendant l'hiver. Cette mesure a expiré le 31 mai 2023 et la TVA est remontée à 22 %, contre 9,5 % auparavant.

Le projet d'un second réacteur nucléaire (NEK2) rencontre un certain nombre de critiques : craintes sur les délais de construction du réacteur, peur de voir se reproduire la corruption qui a marqué le projet de la centrale thermique TEŠ 6 (dernier projet énergétique), attrait pour les sources d'énergie plus rapidement construites (centrales solaires et éoliennes), lenteur des investisseurs (notamment *Gen Energija*) à proposer un plan financier.

Cependant, le Premier ministre Robert Golob a annoncé en juin 2023 que le gouvernement prendrait une décision de principe sur la construction d'un

N° 15 – mai-juin 2023

deuxième réacteur nucléaire à Krško (NEK2 ou JEK2) d'ici le 1^{er} août 2023. Bien que le gouvernement n'ait pas encore pris de décision, des fournisseurs de technologie nucléaire des États-Unis, de la France et de Corée, se sont positionnés depuis un certain temps.

L'opérateur de la centrale hydroélectrique HESS a inauguré le 21 juin 2023 la plus grande centrale solaire de Slovénie, d'une puissance de six mégawatts, à côté de la centrale hydroélectrique de Brežice dans l'est du pays, sur la rivière Sava. L'investissement s'élève à environ 5,5 M EUR, HESS recevant 750 000 EUR du fonds étatique « *Eco Fund* ». La centrale solaire de Brežice est la première à être raccordée au réseau de transport d'électricité de 110 kV. Sa production est suffisante pour couvrir les besoins en électricité d'environ 1 800 ménages et sa durée de vie est estimée à environ 30 ans.

Immobilier

Le 22 mai 2023, le ministère de l'Avenir solidaire s'est engagé à fournir un financement pour la construction de logements locatifs publics : 50 M EUR seront disponibles dans le cadre du Plan de relance et de résilience et 25,5 M EUR supplémentaires provenant du budget de l'Etat. L'objectif est d'assurer une construction suffisante de logements d'ici 2026.

Les prix de l'immobilier ne cessent de grimper. Depuis 2015, les prix de l'immobilier résidentiel en Slovénie ont augmenté de plus de 70 %. Cette hausse est encore plus marquée pour la seule ville de Ljubljana (+ environ 10 p.p. par rapport à la moyenne nationale) et pour les appartements (+ au moins 26 p.p. par rapport au prix des maisons).

Tourisme

L'Office slovène du tourisme (STO) prévoit une bonne saison touristique malgré la hausse des prix et la pénurie de personnel car les réservations pourraient

atteindre, voire dépasser, les chiffres de 2019 avec l'augmentation de l'afflux de visiteurs étrangers.

En 2022 par rapport à 2019, le nombre de nuitées d'étrangers a été encore inférieur de 8,6 % tandis que le nombre de voyageurs arrivant en Slovénie par voie aérienne a été en baisse de 39 %, sans qu'il soit statistiquement possible d'établir un lien univoque entre les deux. Peu de liaisons aériennes directes entre la Slovénie et le reste du monde ont disparu entre 2019 et 2023 et il n'y a pas eu systématiquement de baisse concomitante du nombre de nuitées des voyageurs originaires des Etats n'ayant plus de vols directs avec la Slovénie.

Relations internationales

Le 6 juin 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a élu les cinq nouveaux membres non-permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) pour 2024-2025. En lice pour un siège au sein du groupe des Etats d'Europe orientale, la Slovénie a été élue face à la Biélorussie, obtenant la majorité requise des deux tiers parmi les membres de l'ONU (153 voix sur 193).

N° 15 – mai-juin 2023

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

juil-23

	Prévisionnistes internationaux							Prévisionnistes nationaux						
	OCDE			FMI		Commission européenne		OeNB			Wifo		IHS	
	2022	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2025	2023	2024	2023	2024
Principaux indicateurs														
Evolution annuelle en %														
PIB en volume	+4,9	+0,2	+1,6	+0,4	+1,1	+0,4	+1,6	+0,5	+1,7	+1,6	+0,3	+1,4	+0,5	+1,4
Consommation privée (en volume)	+4,8	-0,2	+2,3			+1,4	+2,1	-0,2	+2,3	+1,6	+0,9	+1,8	+0,5	+1,8
Formation brute de capital fixe (en volume)	+0,3	+0,3	+1,1			+0,0	+1,1	+0,4	+0,6	+1,4	-0,6	+0,8	-1,0	+0,5
Exportations B&S (en volume)	+12,6	+3,2	+2,7	+5,9	+2,1	+1,5	+2,5	+2,9	+2,7	+3,0	+2,4	+3,1	+2,1	+3,0
Importations B&S (en volume)	+7,6	+2,8	+2,7	+4,6	+1,7	+2,0	+2,3	+2,7	+2,2	+2,6	+2,4	+2,9	+1,4	+3,0
Productivité (1)	+2,0	+1,0	+1,0			-0,2	+0,7	-0,3	+0,7	+0,7	-0,3	+0,5	-0,6	+0,3
Inflation (IPCH)	+8,6	+8,0	+3,9	+8,2	+3,0	+7,1	+3,8	+7,4	+4,1	+2,9	+7,4	+3,5	+7,5	+4,0
Emploi salarié (2)	+3,0	+1,4	+0,6	-0,1	+0,3	+0,6	+0,9	+0,8	+1,0	+1,0	+1,0	+1,0	+1,1	+1,1
en % de la population active (déf. eurostat)														
Taux de chômage	+4,8	+5,0	+5,1	+5,3	+5,6	+4,9	+5,0	+5,0	+4,8	+4,6	+4,9	+4,7	+5,2	+5,0
en % du PIB nominal														
Balance courante	+0,7	+1,4	+1,3	+1,2	+0,6	+0,8	+1,2	+1,3	+1,9	+2,3	+2,1	+2,2		
Solde des finances publiques	-3,2	-3,2	-1,6	-2,7	-1,5	-2,4	-1,3	-2,6	-1,9	-1,9	-2,2	-1,2	-2,6	-1,6

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 15/06/2023

Dernière mise à jour le 28/06/2023

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne

Ph. Brunel

Rédacteurs :

S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, Z. Schmid,
F. Chamberlin

Pour s'abonner :

vienna@dgtresor.gouv.fr;
ljubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©